

Table des matières

Sommaire	3
Avant-Propos – Pourquoi un droit public en schémas ?	5
Partie 1. Les acteurs et institutions de droit public	7
Titre 1 : Les régimes politiques	8
Chapitre 1 : La souveraineté	8
Section 1 : L'État et la souveraineté	8
Section 2 : La souveraineté dans l'État	10
Section 3 : La souveraineté de l'État	12
Chapitre 2 : La séparation des pouvoirs	14
Section 1 : Le principe	14
Section 2 : Régime présidentiel et séparation stricte des pouvoirs	16
Section 3 : Régime parlementaire et séparation souple des pouvoirs	18
Chapitre 3 : La démocratie	20
Section 1 : La démocratie représentative	20
Section 2 : Les démocraties populaires	22
Section 3 : Les régimes totalitaires	24
Section 4 : Les régimes religieux	26
Chapitre 4 : Les élections	28
Section 1 : Les caractéristiques des différents modes de scrutin	28
A. Le scrutin uninominal et le scrutin de liste	28
B. Le scrutin majoritaire	28
C. La représentation proportionnelle	30
Section 2 : Le référendum	32
Titre 2 : L'État	34
Chapitre 1 : Les éléments constitutifs de l'État	34
Section 1 : Le territoire de l'État	34
Section 2 : La population de l'État	36
Section 3 : L'organisation du pouvoir politique	38
Chapitre 2 : Les différentes formes d'état	40
Section 1 : L'État unitaire	40
Section 2 : L'État fédéral	42
Section 3 : Le système confédéral	44
Chapitre 3 : Les pouvoirs au sein de l'État	46
Section 1 : Le pouvoir exécutif	46
§1 : Les fonctions du pouvoir exécutif	46
A. Fonction administrative	46
B. Fonction normative	46
§2 : Les formes du pouvoir exécutif	46
A. Monocéphale	46
B. Bicéphale	46
Section 2 : Le pouvoir législatif	48
§1 : Exercé directement par le peuple	48
§2 : Exercé indirectement via les représentants du peuple	48
A. Fonctions de la représentation	48
B. Formes de la représentation	48

Section 3 : Le pouvoir judiciaire	50
§1 : Les fonctions du pouvoir judiciaire	50
§2 : L'organisation du pouvoir judiciaire	50
A. Indépendance du pouvoir judiciaire	50
B. Composition des juridictions	50
Chapitre 4 : Les organes de l'État	52
Section 1 : Le chef de l'État	52
§1 : Les différents chefs d'État	52
A. Les chefs d'État élus	52
B. Les chefs d'État héréditaires	52
§2 : La désignation du chef de l'État	54
A. Chefs d'État élus	54
B. Chefs d'État non élus	54
§3 : Les pouvoirs du chef de l'État	56
A. Les chefs d'État aux pouvoirs faibles	56
B. Les chefs d'État aux pouvoirs forts	56
Section 2 : Le chef du Gouvernement et le Gouvernement	58
§1 : Le chef du Gouvernement	58
A. Dans un pouvoir exécutif moniste	58
B. Dans un pouvoir exécutif dualiste	58
§2 : Les membres du gouvernement	60
A. Le statut des membres du gouvernement	60
B. Les fonctions des membres du gouvernement	60
Section 3 : Le Parlement	62
§1 : Le bicamérisme	62
A. Le bicamérisme	62
B. Les bicamérismes	62
§2 : La chambre basse	64
A. Représentation	64
B. Pouvoirs	64
§3 : La chambre haute	66
A. Représentation	66
B. Pouvoirs	66
Titre 3 : Les collectivités territoriales décentralisées	68
Chapitre 1 : Les communes	68
Section 1 : Définition et évolutions des communes dans le temps	68
A. Histoire	68
B. Vers la réduction du nombre de communes ?	68
Section 2 : Organes et compétences des communes	70
A. Le conseil municipal	70
B. Le maire	70
Chapitre 2 : Les intercommunalités	72
Section 1 : Les établissements publics de coopération intercommunale	72
Section 2 : Les syndicats intercommunaux à vocations multiples	74
Section 3 : Les métropoles depuis 2015	76
Section 4 : Les communautés urbaines	78
Chapitre 3 : Les départements	80
Section 1 : Définitions et évolutions	80
Section 2 : Les compétences départementales	82
Section 3 : Les organes du département	84
Chapitre 4 : Les régions	86
Section 1 : Définitions et évolutions des régions dans le temps	86
Section 2 : Les compétences régionales	88
Section 3 : Les organes de la région	90

Chapitre 5 : Les collectivités territoriales spéciales	92
Section 1 : Les collectivités, départements et régions d'outre-mer	92
Section 2 : La corse	94
Section 3 : Les collectivités à statut spécifique	96
Chapitre 6 : Les établissements publics et autorités administratives indépendantes	98
Section 1 : Les établissements publics	98
§1 : La notion d'établissement public	98
§2 : Les différentes catégories d'établissements publics	100
Section 2 : Les autorités administratives indépendantes	102
§1 : Historique des autorités administratives indépendantes	102
§2 : Le défenseur des droits	104
Titre 4 : Droit de l'Union européenne	106
Chapitre 1 : Présentation générale	106
Section 1 : Les grandes étapes de la construction européenne	106
A. Les débuts fondateurs	106
B. La relance et Maastricht	106
C. De l'échec du TCE au traité de Lisbonne	106
Section 2 : L'architecture de l'Union européenne	108
A. Du traité de Maastricht au traité de Lisbonne	108
B. Spécificités de l'Union européenne	108
Chapitre 2 : Les organes de l'Union européenne	110
Section 1 : La Commission	110
A. Organisation	110
B. Fonctions	110
Section 2 : Le Conseil	112
A. Le Conseil des ministres de l'Union européenne	112
B. Le Conseil européen	112
Section 3 : Le Parlement européen	114
A. Organisation	114
B. Compétences	114
Chapitre 3 : Les sources du droit de l'Union européenne	116
Section 1 : Le droit des traités	116
A. Composition du droit primaire	116
B. Droit suprême d'un ordre juridique propre	116
Section 2 : Le droit dérivé	118
A. Les actes de la nomenclature officielle	118
B. Les actes hors nomenclature	118
Section 3 : La jurisprudence de la CJUE	120
A. Effet direct	120
B. Primauté	120
C. Marché commun	120
D. Droits fondamentaux	120
Partie 2. Les prérogatives des acteurs publics	123
Titre 1 : Les activités publiques	124
Chapitre 1 : Les activités de police	124
Section 1 : La qualification jurisprudentielle des activités	124
§1 : Les buts de la police administrative	124
A. Variation de l'ordre public selon le régime politique	126
B. Variation de l'ordre public avec le temps	126
C. Variation de l'ordre public au gré des circonstances locales	128
D. Variation de l'ordre public en termes de dignité de la personne humaine	128
§2 : La distinction entre la police administrative et la police judiciaire	130

Section 2 : La distinction des autorités et des pouvoirs de police administrative	132
§1 : La police générale et le juge administratif	132
A. Les autorités de police générale	132
B. Les concours de police générale	132
§2 : Les polices spéciales	134
A. Qualification textuelle des polices spéciales	134
B. La régulation juridictionnelle des concours	134
Section 3 : Le contrôle juridictionnel de la police administrative	136
§1 : Les principes du contrôle juridictionnel	136
A. Le contrôle classique de la légalité	136
B. Les mesures interdites	136
C. La subordination de la légalité des mesures à leur nécessité	136
§2 : L'efficacité des différentes procédures de contrôle juridictionnel des mesures de police	138
A. Les difficultés d'application des mesures de police interdites par principe	138
B. La tardiveté du contrôle	138
Chapitre 2 : Les activités de service public	140
Section 1 : La notion jurisprudentielle de service public	140
§1 : Le but d'intérêt général	140
§2 : Le rattachement à une personne publique	140
§3 : Le régime juridique de droit public	140
Section 2 : La distinction des services publics particuliers	142
§1 : Identification des services publics industriels et commerciaux	142
§2 : Le régime juridique hybride des services publics industriels et commerciaux	144
A. La part publique du régime des services publics industriels et commerciaux	144
B. La part de droit privé du régime des services publics industriels et commerciaux	144
Section 3 : Les principes du service public	146
§1 : Le principe de mutabilité	146
§2 : Le principe de continuité	146
§3 : Le principe d'égalité	146
Titre 2 : Les moyens juridiques	148
Chapitre 1 : Les actes administratifs unilatéraux	148
Section 1 : La définition jurisprudentielle des actes	148
§1 : La dilution du critère organique	150
§2 : La classification des actes administratifs unilatéraux	152
A. La distinction entre décisions explicites et implicites	152
B. La distinction entre les actes réglementaires et les actes individuels	152
C. La distinction entre les actes susceptibles ou insusceptibles de recours	154
Section 2 : Le régime des actes unilatéraux	156
§1 : La naissance des actes administratifs	156
A. La distinction jurisprudentielle de la « compétence liée » et du « pouvoir discrétionnaire »	156
B. La motivation des actes administratifs et la jurisprudence	156
§2 : L'existence des actes administratifs	160
§3 : La disparition des actes administratifs	162
A. L'abrogation des actes administratifs (principe)	162
B. Le retrait et l'abrogation des actes administratifs	164
Chapitre 2 : Les contrats de l'administration	166
Section 1 : Les critères jurisprudentiels du contrat administratif	166
§1 : Le maintien malgré sa dilution de l'élément organique	168
A. L'élément organique nécessaire au contrat administratif	168
B. L'élément organique, occulté par la théorie du mandat	168
C. Le maintien de l'élément organique comme présomption	168
§2 : Les critères finalistes et matériels	170
A. Le critère finaliste	170
B. Le critère matériel	170

§3 : La détermination des contrats à raison de leur régime juridique	172
Section 2 : Le régime juridique des contrats administratifs	174
§1 : Les droits de l'administration	174
§2 : Les droits du cocontractant	176
A. Le fait du Prince	176
B. La théorie de l'imprévision	176
§3 : Les droits des tiers au contrat – Le contentieux contractuel	178
Titre 3 : Les moyens humains et matériels	180
Chapitre 1 : Les personnels de l'administration	180
Section 1 : Les différents agents publics	180
§ 1 : Le principe : les agents publics titulaires (fonctionnaires)	180
§ 2 : L'exception : les agents publics non-titulaires	180
Section 2 : Le statut du fonctionnaire public	182
§1 : Droits des fonctionnaires	182
A. Droits liés aux fonctions	182
B. Droits et libertés publiques généraux	182
§2 : Obligations des fonctionnaires	182
A. Obligations professionnelles	182
B. Obligations morales	182
Chapitre 2 : Les moyens matériels et financiers	184
Section 1 : Les travaux publics	184
Section 2 : Le droit de préemption et de priorité	186
Section 3 : L'expropriation	188
Section 4 : Les finances publiques	190
Section 5 : Les impôts	192
Chapitre 3 : Les biens des personnes publiques	194
Section 1 : La délimitation du domaine public	194
§ 1 : Le domaine public immobilier	194
§ 2 : Le domaine public mobilier	194
Section 2 : L'utilisation du domaine public	196
§ 1 : Les utilisations collectives du domaine public	196
§ 2 : Les utilisations privatives du domaine public	196
Section 3 : La protection du domaine public	198
Partie 3. Les sujétions des autorités publiques	201
Titre 1 : La légalité	202
Chapitre 1 : Le principe de légalité et la hiérarchie des normes	202
Section 1 : La hiérarchie des normes	202
Section 2 : Les règles écrites	204
§1 : La valeur des constitutions et de leurs préambules	204
§2 : La valeur des traités et actes internationaux	206
§3 : Les textes de forme et de force législative	208
Section 3 : Les règles non écrites	210
§1 : Les principes généraux du droit	210
§2 : Les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République	212
§3 : Les objectifs à valeur constitutionnelle	214
Chapitre 2 : Le pouvoir réglementaire	216
Section 1 : Répartition du pouvoir réglementaire entre le président de la République et le Premier ministre	216
Section 2 : Le pouvoir réglementaire des ministres	218
§1 : L'absence de pouvoir réglementaire initial	218
§2 : L'extension du pouvoir réglementaire	218
A. Le recours aux circulaires	218
B. Le recours aux directives	218

Section 3 : Le pouvoir réglementaire d'autres autorités administratives centrales	220
Section 4 : Le pouvoir réglementaire au niveau local	220
Titre 2 : Le principe de responsabilité	222
Chapitre 1 : La responsabilité administrative parmi les responsabilités de l'administration	222
Chapitre 2 : La responsabilité extra-contractuelle	224
Section 1 : La responsabilité pour faute	224
§1 : La qualification de la faute	224
A. La distinction entre faute personnelle et faute de service	224
B. Le problème du cumul	224
C. La faute personnelle non dépourvue de tout lien avec le service.	226
§2 : Le degré de faute exigé	228
I. L'exemple de la police et la notion de difficulté	228
II. L'exemple hospitalier et le glissement vers le risque	230
A. Les principes initiaux de distinction des activités	230
B. L'unification sous le régime de la faute simple	230
C. L'admission d'une responsabilité sans faute	230
D. L'intervention législative d'un régime général de responsabilité en matière médicale	232
III. Les services publics particulièrement difficiles	234
Section 2 : La responsabilité sans faute	236
§1 : Les dommages de travaux publics	236
§2 : Le risque anormal résultant du danger	238
I. La théorie jurisprudentielle du voisinage dangereux	238
II. Les engins dangereux	238
§3 : Les collaborateurs occasionnels du service public	240
§4 : La responsabilité du fait des actes légaux	242
Chapitre 3 : La responsabilité contractuelle	244
Partie 4. La transparence et le contrôle des acteurs du droit public	247
Titre 1 : La transparence et le contrôle politique des acteurs du droit public	248
Chapitre 1 : La transparence administrative	248
Section 1 : La motivation des actes administratifs	248
§ 1 : Le principe de l'absence d'obligation de motivation	248
§ 2 : Les exceptions imposant une obligation de motivation de certaines décisions administratives	248
Section 2 : L'accès aux documents administratifs	250
§1 : Les restrictions et les documents administratifs non communicables	250
§2 : La Commission d'accès aux documents administratifs	250
Section 3 : La participation du public à l'action administrative	252
§1 : La consultation du public préalablement à l'édiction de décisions administratives	252
A. La consultation à l'initiative de l'Administration	252
B. La consultation à l'initiative du public	252
§2 : Le pouvoir de décision du public dans la création des décisions administratives	252
Section 4 : La transparence juridictionnelle	254
§1 : La motivation des décisions de justice	254
§2 : Les autres procédés de transparence	254
Chapitre 2 : Les contrôles de nature politique	256
Section 1 : Le contrôle parlementaire du Gouvernement avec engagement de sa responsabilité	256
§1 : La question de confiance du Gouvernement à l'initiative du Premier ministre	256
§2 : La motion de censure à l'initiative des députés	256
§3 : L'engagement de responsabilité sur un texte devant les députés	256
Section 2 : Le contrôle parlementaire du Gouvernement avec les questions	258
§1 : Les questions orales	258
§2 : Les questions écrites	258
Section 3 : La Haute Cour	260
§1 : Procédure de destitution du Président de la République	260
§2 : Nature de la responsabilité du Président de la République	260

Section 4 : La Cour de Justice de la République	262
§1 : Nature et compétences de la Cour de Justice de la République	262
§2 : Procédure	262
Section 5 : Les immunités parlementaires	264
§1 : L'irresponsabilité	264
§2 : L'inviolabilité	264
Titre 2 : Les contrôles administratifs et juridictionnels des acteurs du droit public	266
Chapitre 1 : Les contrôles administratifs	266
Section 1 : L'inspection de l'administration : les corps et services d'inspection	266
§ 1 : Organisation et rôle	266
§ 2 : Les principaux corps et services d'inspection	266
Section 2 : Les organismes consultatifs	268
§1 : Les modalités de la consultation	268
A. Aspects généraux	268
B. Consultation facultative ou obligatoire	268
§2 : La portée de la consultation	268
Section 3 : Les recours administratifs	270
§1 : Le recours gracieux	270
§2 : Le recours hiérarchique	270
Chapitre 2 : Les contrôles juridictionnels	272
Section 1 : Le contrôle de constitutionnalité	272
A. Contrôle de constitutionnalité des actes réglementaires	272
B. Contrôle de constitutionnalité des lois	272
Section 2 : Le contentieux administratif	274
§1 : Le contentieux de l'excès de pouvoir	274
§2 : Le recours de pleine juridiction	274
§3 : Le contentieux de l'interprétation et de l'appréciation de la légalité	274
§4 : Le contentieux de la répression	274
Section 3 : Le contentieux financier	276
§1 : Le contrôle par la Cour des comptes	276
§2 : Le contrôle par les chambres régionales des comptes	276
Section 4 : Le contentieux devant le juge de l'Union européenne	278
§1 : La Cour de Justice	278
§2 : Le Tribunal	278
§3 : Le Tribunal de la fonction publique	278
Section 5 : Le contentieux devant la Cour européenne des droits de l'Homme	280
§1 : La Cour européenne des droits de l'Homme	280
§2 : La saisine de la Cour européenne des droits de l'Homme	280